



N° DP 25/98

DECISION DU PRESIDENT

**AVENANT N°1 AU MARCHE 27RL24 - ACCORD-CADRE A BONS DE
COMMANDE DE PRESTATIONS DE TRAVAUX D'IMPRESSION DE
PRODUITS DE COMMUNICATION POUR LE GROUPEMENT DE
COMMANDES METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
ET LE SCOT PROVENCE MEDITERRANEE - LOT 3 : CARTERIE**

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique indiquant que l'accord-cadre peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit le montant, ne sont pas substantielles,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'accord-cadre n°27RL24 portant sur les prestations de travaux d'impression de produits de communication pour le groupement de commandes métropole Toulon Provence Méditerranée et le SCOT Provence Méditerranée – lot 3 carterie, notifié le 27 mars 2024 pour une durée d'un an renouvelable 3 fois, pour un montant minimum de 7 000 € HT/an et maximum de 25 000 € HT/an,

VU le projet d'avenant n°1, ci-annexé,

CONSIDERANT qu'une erreur matérielle quant à la rédaction des modalités de variation des prix a été constatée à l'art 6.2 du CCAP,

CONSIDERANT que cette incohérence rend la révision des prix inapplicable, qu'il convient de rectifier pour une meilleure compréhension,

CONSIDERANT que cette correction n'a aucun impact financier et sur les délais,

D E C I D E

ARTICLE 1.

DE SIGNER l'avenant n°1, ci-annexé, à l'accord-cadre n°27RL24.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget principal 2025 et suivants.

La présente Décision sera

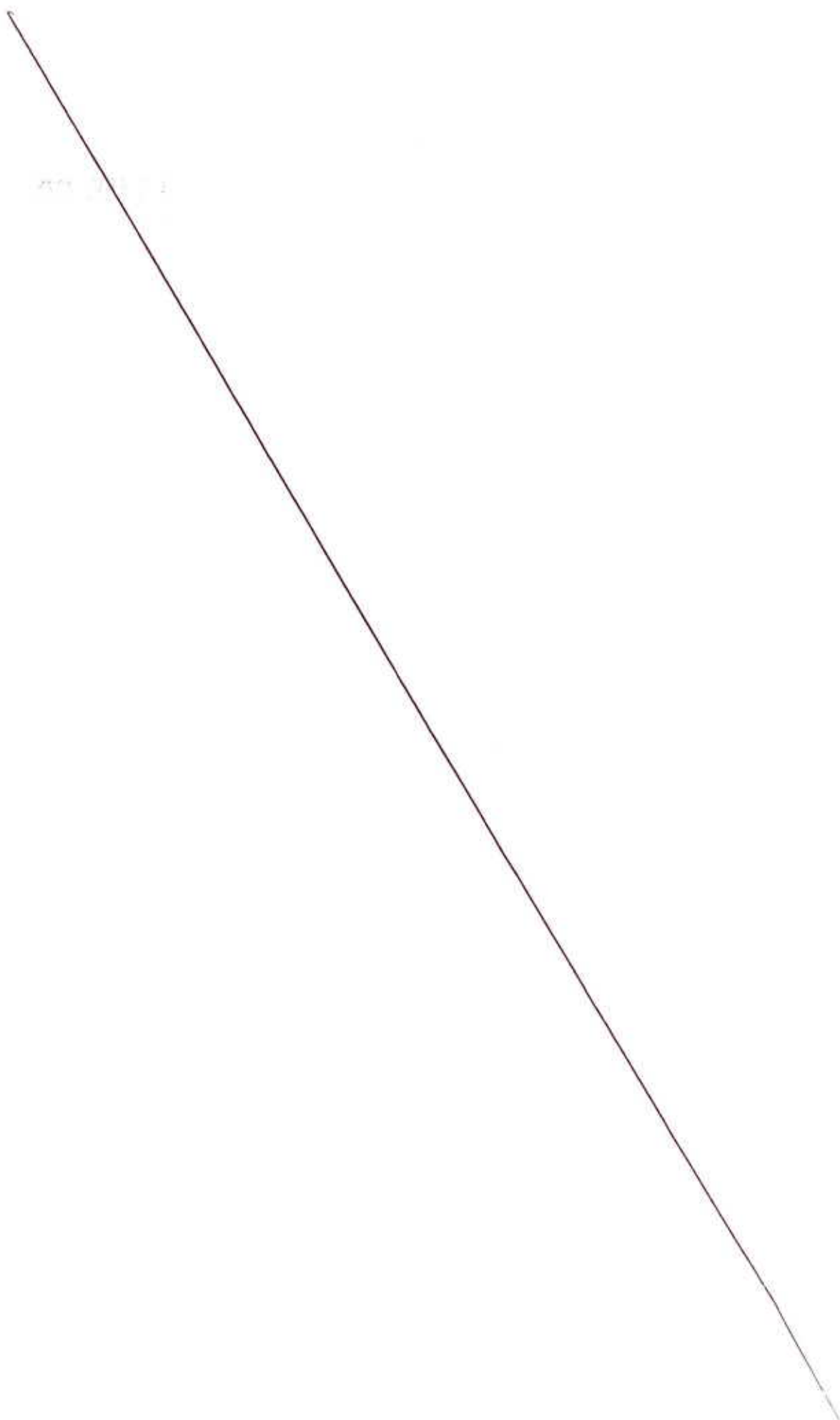
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **11 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





MARCHE N°27RL24

Objet : Accord-cadre à bons de commande de prestations de travaux d'impression de produits de communication pour le groupement de commandes Métropole Toulon Provence Méditerranée et le SCoT Provence Méditerranée – Lot 3 Carterie

AVENANT N°1

A – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACCORD-CADRE

Etablissement Public :	Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président en exercice ;
Direction :	DGS – Direction de la communication
Titulaire initial de l'accord-cadre :	SAS SIRA
Date de notification :	27/03/2024
Durée de l'accord-cadre :	1 an renouvelable 3 fois
Montant de l'accord-cadre :	Montant minimum : 7 000 € HT/an Montant maximum : 25 000 € H.T/ an
Nature de l'avenant modifiant l'accord-cadre :	Erreur matérielle dans la clause de variation de prix rendant la clause inapplicable.

16

ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et

Monsieur Stéphane CHAZEL, agissant pour le nom et pour le compte de la Société SIRA

IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :**B – OBJET DE L'AVENANT****Article 1 : Correction d'une erreur matérielle relative à la clause concernant les modalités de variation des prix**

L'article 6.2 du C.C.A.P. « Modalités de variation des prix » fait apparaître une erreur dans sa rédaction, rendant la révision des prix inapplicable en l'état.

Par conséquent, il y a lieu de modifier les phrases suivantes :

« Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période. »

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment des livraisons ou celle de la fin d'exécution des prestations, telle que définie par les documents particuliers de l'accord cadre, ou à la date de leur réalisation réelle si elle est antérieure. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. »

Il convient donc de lire dans sa totalité l'article 6.2 « Variation des prix » du CCAP comme suit :

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire du lot considéré ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés semestriellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule
$C_{(n)} = (0,60 A (n) / A (o)) + (0,40 B(n) / B(o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois

16

au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence I, publié par l'INSEE, est le suivant :

Indice	Identifiant	Libellé
A	010534152	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18.1 – Travaux d'impression et services connexes - Prix de base - Base 100 en 2015 – Données mensuelles brutes
B	010534135	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.1 – Pâte à papier, papier et carton

Le titulaire présentera les prix révisés accompagnés des éléments justificatifs selon les modalités de l'annexe E du Décret n°2022-505 du 23 mars 2022 des pièces justificatives et des modalités de calcul.

Le titulaire produira lors de la remise de la facture l'état liquidatif des révisions et/ou actualisation de prix. Ce document comprendra :

- La référence de l'accord cadre, le cas échéant des avenants et décisions de poursuivre,
- Le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la révision de prix
- Le montant HT des différentes sommes faisant l'objet de la révision de prix
- Le(s) coefficient(s) de révision accompagnés des calculs ayant permis sa (leur) détermination
- Le taux et le montant de TVA sur révisions
- Le montant TTC de la (des) revalorisation(s)

En cas de modification ou de suppression officielle de tout ou partie de l'indice précédent, le(s) nouveau(x) indice(s) de substitution sera(ont) pris en compte.

Article 2 : Incidence financière

Le présent avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre

Article 3 : Délais

Le présent avenant n°1 n'a pas d'incidence sur les délais.

Article 4 : Application des clauses de l'accord cadre modifié

Toutes les clauses de l'accord-cadre initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant n°1, lesquelles prévalent en cas de différence.

C - SIGNATURES

Fait à Toulon, le,

Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée
Le Directeur général adjoint des services
Claude WEISSE

Pour la SAS SIRA,
Président,

Stéphane CHAZEL



IMPRIMERIE SIRA
SAS au capital de 38 112,25 €
192 Avenue du Luxembourg - Lot n°12
83500 LA SEYNE SUR MER
Tél : 04 94 74 00 09
SIREN : 659 500 292

